

Appel du 18 juin : 81 ans que les gaullistes nous mènent en bateau !



Cela fait 81 ans que l'on nous mène en bateau, qu'on nous fait prendre des vessies pour des lanternes, avec ce fameux « Appel historique du 18 juin ».

Soyons lucides quelques instants : le 16 juin 1940, de Gaulle est à Londres, en mission auprès des autorités britanniques en tant que sous/secrétaire d'État à la Défense du gouvernement Paul Reynaud.

Il sait que Philippe Pétain, alors ambassadeur de France auprès du général Franco à Madrid, en Espagne, a été rappelé par le président de la République, Albert Lebrun, afin de former un nouveau gouvernement.

Il sait que l'armée allemande est entrée dans la capitale,

Paris.

Rien ne l'empêche alors de rester tout simplement en Angleterre, si tel était son projet initial.

Bien au contraire, il revient précipitamment en France et rejoint le gouvernement installé à Bordeaux.

Philippe Pétain doit former un nouveau gouvernement et de Gaulle espère bien, compte tenu de ce qu'il croit, ses bonnes relations avec le vieux Maréchal, être nommé ministre de la Défense ou, pour le moins, retrouver son poste de secrétaire d'État.

Ce n'est pas le cas (on peut d'ailleurs se poser la question : si de Gaulle avait été nommé dans le gouvernement de Philippe Pétain, quelle aurait été la suite de son parcours politique ?).

Dès lors, il décide de retourner en Angleterre, profitant de l'avion envoyé par Churchill afin de « ramener » le ministre Georges Mandel, sachant que ce dernier a refusé de quitter la France puisque : « En tant que juif il ne veut pas être accusé de désertion devant l'ennemi ».

Et voilà de Gaulle de retour à Londres.

Personne en France, à part quelques proches qu'il a eu le temps de prévenir, n'est au courant de ce départ.

Il prononce, sur les micros de la BBC, une allocution qui sera enregistrée ce 18 juin et « retouchée et diffusée » le 22 juin, dès qu'il apprend la signature de l'armistice par la France.

Entre-temps, il reçoit du gouvernement l'ordre de rejoindre la France :

De Gaulle écrit alors au général Weygand, chef des Armées, ce **20 juin 1940** :

« Mon général, j'ai reçu votre ordre de rentrer en France. Je me suis donc tout de suite enquis du moyen de le faire car je n'ai, bien entendu, aucune résolution que de servir en combattant » (Mémoires de guerre – 1954).

*(Depuis 1958 cette lettre est supprimée, occultée par tous les historiens officiels du gaullisme qui nous livrent donc une histoire de France revue et corrigée. Si de Gaulle avait pu se procurer un moyen de transport, **que les autorités britanniques lui ont refusé**, il aurait, peut-être, rejoint Bordeaux.)*

Son célèbre « Appel du 18 juin », diffusé donc le 22 juin, n'est, bien entendu, écouté que par une poignée de « proches ». Qui écoutait « Radio Londres » en ce début d'année 1940 ? Alors que l'armée française est en totale déroute et qu'un quart de la population se trouve sur les routes, fuyant l'ennemi.

Il sera davantage lu lorsque, quelques semaines plus tard, des affiches seront collées sur les murs de quelques villes françaises, mais par très peu de Français, la grande majorité de la population ayant d'autres préoccupations bien plus présentes : « survivre », et, une minorité, d'autres préoccupations bien plus pressantes : « organiser la résistance intérieure ».

Ce fameux et célèbre « Appel du 18 juin » ne deviendra réellement « historique » qu'après le débarquement du 6 juin 1944, la descente des Champs-Élysées par le libérateur du pays, de Gaulle, déclaré, avec l'appui des « communistes », chef du gouvernement provisoire et précédé de Georges Bidault, successeur de Jean Moulin à la tête du CNR (Conseil national de la Résistance).

Pour la petite histoire, cet « Appel » avait été bien davantage « entendu » en Afrique du Nord et occidentale, dès 1942, qu'en France métropolitaine où, à part un millier de « Compagnons de la Libération », il avait été pratiquement

ignoré.

Il est vrai qu'à la libération du pays, des centaines de milliers de Français prétendaient l'avoir « écouté » à la radio, comme des centaines de milliers de Français prétendaient également « avoir été des résistants ! »

Manuel Gomez